

JOSIANE MASSARD

LA PART DES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL :

Le cas malais est-il spécifique ?

La Fédération de Malaisie apparaît aujourd'hui parmi les pays en voie d'industrialisation, mais continue à dépendre largement des ressources du secteur primaire avec ses exportations d'huile de palme, de caoutchouc naturel et de bois tropicaux, pour ne citer que les plus importantes. C'est en fait grâce aux bénéfiques des exportations de produits bruts que l'industrialisation du pays a pu être amorcée. Le développement du monde rural a été un objectif prioritaire des dirigeants depuis l'indépendance en 1957, et le reste, il se résume en un mot d'ordre : « moderniser la paysannerie », commun non seulement à la plupart des pays du Tiers-Monde, mais aux nations industrialisées.

Les motivations qui justifient une telle orientation et les moyens mis en oeuvre pour la réaliser apparaissent dans la littérature spécialisée (cf. par exemple Courtenay, 1985 ou Zulkifly Hj Mustapha, 1980). Sans vouloir entreprendre un bilan de cette politique, je dois la définir brièvement. Les gouvernements qui se sont succédés en Malaisie depuis 1957 ont pratiqué une politique pragmatique basée sur l'adhésion au libéralisme économique dont on pense pallier les aléas par un financement et une intervention étatiques croissants. Une telle politique reflète celle des bailleurs de fonds internationaux qui, par les capitaux importants qu'ils confient aux divers organismes malaisiens de développement, permettent la matérialisation de

leurs projets. Ces mêmes bailleurs de fonds ne sont pas sans savoir que les efforts de développement visent une cible spécifique de la population malaisienne – la communauté malaise –, mais cautionnent la discrimination raciale comme une condition nécessaire au maintien de la stabilité politique, et par conséquent, à la réussite économique.

C'est dans le monde rural – où prolifèrent interventions fédérales et provinciales – que notre propos nous conduit à étudier la part réservée aux femmes malaises pendant les trente dernières années. Le terme « part » est à entendre dans son double sens : quelle a été la contribution des femmes au développement rural, et quels avantages (non qualifiés pour le moment) leur a-t-il apportés ? Car il est bien entendu que la notion de « développement » a une dimension normative qui implique une amélioration quantitative et qualitative des conditions socio-matérielles d'existence. C'est donc à la fois comme agents et comme bénéficiaires du développement rural que les femmes malaises vont apparaître dans les pages qui suivent.

Toute évaluation suppose soit une perspective diachronique soit des données synchroniques portant sur des groupes plus ou moins transformés par le développement ; c'est pourquoi il nous a paru utile de distinguer deux grandes parties dans ce travail. Dans la première, nous traiterons des femmes *avant* ou *sans* le développement, le passage de l'une à l'autre étant assuré par un résumé de ce que j'appelle le discours mondialiste sur les femmes rurales du Tiers-Monde.

La femme malaise en milieu traditionnel

Une image simple

Une part importante de la littérature scientifique sur le sujet tend à opposer un âge d'or à l'époque contemporaine. Comme tout âge d'or, on a du mal à le situer dans le temps mais il est généralement associé à la période précoloniale. Les femmes étaient alors productrices à part entière dans un système économique marqué par la complémentarité des rôles (Couillard, 1981 ; Gullick, 1958 ; Manderson, 1979) ; elles jouissaient

aussi, d'aucuns disent « ainsi » (Hong, 1983), d'un pouvoir de décision non seulement dans la sphère domestique mais dans la sphère socio-politique : les rapports hommes/femmes auraient alors été dominés par une quasi-égalité (Winzeler, 1974). Ce tableau n'est d'ailleurs pas réservé à la Péninsule malaise, il est souvent étendu à l'ensemble de l'Asie du Sud-Est en opposition plus ou moins explicite avec la position et le rôle de la femme dans d'autres pays d'Asie, notamment le Japon, la Chine ou l'Inde, où la dimension asymétrique est beaucoup plus nette (Hollnsteiner, 1981 ; Whyte and Whyte, 1978).

Des voix discordantes se font pourtant entendre : elles soutiennent que si les femmes étaient effectivement productrices et détenaient un pouvoir dépassant les limites de la cuisine, du jardin ou de la rizière, ce pouvoir ne franchissait pas les limites de la communauté locale. Les hommes s'adonnaient à la cueillette et au négoce, échangeant ou commercialisant les produits de leur travail ainsi que le surplus de la production féminine : cela équivaut à dire que les femmes restaient tournées vers l'intérieur et que les hommes assuraient la médiation avec le monde extérieur (Benjamin, 1986).

Les données socio-économiques

Une observation de l'univers villageois contemporain permet de dégager les traits qui ont pu inciter à postuler cette quasi-égalité des rapports hommes/femmes. Ces traits appartiennent tout d'abord à la sphère sociale et plus précisément au système de parenté et au mode de résidence.

La société malaise est organisée selon un système cognatique ⁽¹⁾, les parents en ligne patrilatérale n'ont pas davantage de poids que les parents matrilatéraux ; de plus, les individus à leur naissance ne sont pas rattachés à un groupe clos qui recruterait par la filiation qu'elle soit matri ou patrilinéaire et qui impliquerait un contrôle collectif de la terre. Les relations de parenté s'organisent autour d'ego et favorisent l'émergence de

1. Cela exclut l'aristocratie malaise qui fonctionne selon un système agnatique (cf. Wilder, 1982).

réseaux à la fois multiples et fluctuants. En outre, le mode de résidence avait encore récemment une tendance à l'uxorilocalité, un couple nouvellement formé s'établissant plutôt dans la maison des parents de l'épouse, ou sur la terre attenante. Concrètement, les centres de peuplement étaient constitués par un ensemble d'unités liées par des relations matrilatérales. C'est d'ailleurs à cette prééminence féminine qu'a été associée, sinon attribuée, la propension des hommes à se tourner vers le monde extérieur : dans le village, ils n'étaient pas vraiment chez eux (*ibid.*). Mes propres observations des liens d'alliance d'une part et des rituels de mariage d'autre part me feraient abonder dans ce sens : dans le mariage, ce sont les hommes qui circulent d'une maisonnée à une autre, d'un groupe de femmes à un autre. Les femmes ont au village un pouvoir qui déborde le cadre de la maisonnée, elles influent lourdement sur les décisions matrimoniales et elles contrôlent aussi la circulation d'individus dans d'autres situations, je pense à l'adoption, pratique très répandue en milieu villageois (Massard, 1983).

En matière d'héritage, la balance penche légèrement en faveur des hommes. Deux codes président à la transmission des biens fonciers, le droit coutumier, *adat*, et la *shariah*, ou loi musulmane. En vertu du premier, les héritières sont à égalité avec leurs germains de sexe masculin. Quand la *shariah* est appliquée, les filles ne peuvent prétendre qu'à la moitié de la part attribuable à leurs frères. Les études sur les pratiques en matière d'héritage foncier montrent que l'*adat* était jusqu'à la fin des années 1970 plus souvent appliqué, la *shariah* étant plutôt un recours quand il ne pouvait y avoir d'arrangement à l'amiable. Depuis le début des années quatre-vingt, la poussée fondamentaliste a infléchi la tendance au profit du modèle musulman.

L'observation de l'économie villageoise montre que l'espace de la production est largement investi par les femmes, je pense non seulement à la subsistance et aux biens d'usage visant à satisfaire les besoins domestiques, mais à des surplus artisanaux ou agricoles (NG Cecilia, 1984). Dans les plantations d'hévéas, ce sont souvent les femmes qui se chargent de la mise en valeur, dans les rizières, elles dominent, tout en partageant une partie des tâches avec leur conjoint, mais surtout ce sont elles qui

contrôlent et organisent la circulation de main-d'oeuvre pour les opérations du cycle rizicole exigeant une coopération et la main-d'oeuvre recrutée est exclusivement féminine (Massard, 1991).

Il leur arrive fréquemment de cultiver un jardin dont la production excède les besoins domestiques. Elles en déterminent l'étendue et l'emplacement et choisissent les cultigènes qu'elles y plantent. Elles disposent des surplus soit en les échangeant avec leurs parentes ou voisines, soit en les portant au marché hebdomadaire de la ville voisine. Elles peuvent aussi fabriquer des produits alimentaires ou artisanaux avec l'intention d'en retirer un profit, le plus souvent dans les limites du village.

Elles contrôlent donc, dans des circuits monétaires ou non, l'écoulement d'une partie des produits de leur travail, cela est particulièrement vrai lorsqu'elles sont déchargées de certaines des tâches de reproduction sociale, c'est-à-dire lorsque les enfants sont partiellement ou totalement autonomes, autonomie favorisée par la possibilité de les confier occasionnellement aux voisines ou parentes âgées. Les bénéfices ainsi obtenus peuvent être investis dans des biens durables (autrefois la terre, encore les bijoux en or) mais viennent le plus souvent consolider le budget familial à moins qu'ils n'en constituent l'unique ressource comme c'est le cas des femmes veuves ou divorcées qui doivent subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. En règle générale, ce sont les femmes qui gèrent le budget domestique (Rosemary Firth, 1966).

On comprend mieux maintenant ce qui a pu justifier la diffusion d'une image de quasi-égalité dans les rapports hommes/femmes des villages malais de la péninsule. Mais cette image est incomplète, la différenciation des statuts est présente et pénètre bien des domaines de la vie villageoise.

Les sources de discrimination

Elles relèvent du domaine idéologique et juridique et existaient avant les contacts coloniaux, ayant été introduites par l'islam qui infériorise les femmes en les traitant comme des fidèles mineures entâchées d'impureté, en les subordonnant à l'autorité masculine dans les affaires publiques et domestiques

et plus précisément en cautionnant la pratique de la polygamie et d'un divorce quasiment à sens unique. Ce déséquilibre s'exprime aussi dans un système de deux poids/deux mesures en matière de moralité et d'étiquette sociale dont les effets se répercutent dans la socialisation des filles et certaines représentations idéologiques qui confirment la supériorité masculine.

Dès 1817, des écoles de filles étaient créées par des missionnaires ; elles n'étaient fréquentées que par les enfants des administrateurs britanniques et de l'aristocratie malaise. A partir de 1880, des écoles publiques avec le malais comme langue d'enseignement, firent leur apparition : en 1940, ces écoles restaient peu nombreuses et ne recrutaient pratiquement pas parmi les jeunes villageoises (Manderson, 1979). C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale que celles-ci ont commencé à être scolarisées, mais la réticence des parents n'était pas vaincue. Les filles fréquentaient l'école primaire pendant trois ou quatre ans et, dès l'approche de la puberté, étaient ramenées à la maison afin de protéger leur réputation et leurs chances au mariage. Les mentalités ont changé depuis mais, dans l'enseignement secondaire, les filles restent minoritaires (*ibid.*). Elles se trouvent donc insuffisamment formées pour entrer dans le marché du travail où elles occupent généralement des emplois non spécialisés, donc sous-payés et toujours subordonnés à une autorité masculine. Quand elles acquièrent une formation, elles sont le plus souvent dirigées vers des professions perçues comme une extension de leur rôle de reproduction sociale, devenant enseignantes, infirmières ou sage-femmes, travaillant au sein d'institutions où les échelons supérieurs de la hiérarchie sont occupés par des hommes, directeurs d'école, médecins-chefs de service. Précisons que de telles options s'offrent rarement aux filles de village, celles-ci fournissant surtout la main-d'oeuvre non spécialisée des industries et du commerce.

L'observation anthropologique permet par ailleurs de déceler dans un champ qui est un peu son domaine de prédilection, celui des représentations ou plus généralement de l'idéologie, des indices de la discrimination. Même dans un univers qu'on croirait exclusivement féminin, celui de la procréation, le rôle essentiel

est attribué à l'homme. En effet, selon la version indigène de la fonction reproductrice, ce n'est pas dans le corps de la future mère qu'est conçu l'embryon, mais c'est dans la tête du père que se forme une graine, *benih*, qui sera ultérieurement déposée dans l'utérus, où combinée à une substance féminine, *baka*, elle se développera pour devenir le fœtus. Non seulement l'initiative vient du père mais sa contribution (*benih*) est considérée comme active alors que l'élément féminin (*baka*) n'a qu'une fonction passive (Banks, 1983 et Laderman, 1983). Si nous avons là un bel exemple de réappropriation, par l'idéologique, d'une prérogative féminine, il n'est pas particulier à l'islam ou à la culture malaise (Watson-Frake, 1985).

Une telle transformation de rôles dans des sphères généralement réservées aux femmes ne se limite pas à l'idéologie véhiculée par le discours. Nous citerons un seul exemple. La fonction de décision et d'exécution des prestations cérémonielles est généralement une affaire de femmes. Il apparaît cependant, dans les préparatifs culinaires accompagnant un mariage ou une circoncision, que les hommes s'attribuent la part dominante. Les plats – riz et curry de viande – sont en effet cuisinés à l'extérieur de la maison dans un domaine « public » (c'est-à-dire « masculin ») par une équipe de cuisiniers sous l'autorité d'un chef de cuisine choisi parmi les hommes influents. La seule explication fournie à ce transfert de rôles est que les femmes sont occupées à l'intérieur de la maison. Elles se trouvent ainsi délogées, dans une occasion très valorisée socialement, d'une autre de leurs prérogatives. La portée symbolique de cette pratique mérite d'être soulignée, car rapprochée de la représentation du processus de procréation, elle montre que la femme malaise, du fait de certaines conceptions et certains usages, est dépossédée de ce qu'on a coutume de considérer comme son monopole : à savoir les fonctions de reproduction biologique et sociale.

L'étiquette d'« égalité » paraît peu adéquate même lorsqu'elle est censée s'appliquer aux femmes de l'époque précoloniale ; elle l'est d'autant moins à l'époque contemporaine si on rappelle que certaines formes de discrimination – en particulier l'exclusion du domaine public – se sont trouvées accusées par

l'influence coloniale. Les administrateurs britanniques, porteurs de leur propre idéologie, ont contribué à accentuer la dichotomie femmes-sphère domestique-reproduction sociale/hommes-sphère publique-reproduction économique, en acceptant comme seuls interlocuteurs malais, les hommes. Cependant, ils ne sont pas à l'origine d'une asymétrie déjà présente dans les mentalités et les pratiques sociales malaises avant leur arrivée.

Le discours sur les femmes dans le développement

Mon propos n'est pas ici de retracer la genèse d'un tel discours, ni même de l'exposer en détail, une littérature pléthorique en rend compte. Je dégagerai seulement certains repères, par exemple un ouvrage devenu un classique, il s'agit du livre d'Ester Boserup, *Women's Role in Economic Development* (1970). Un autre repère est, en 1975, le début de la décennie de la femme lancée par l'ONU, tout cela sur un double fonds, la propagation d'idées féministes déjà ancienne, d'une part, et les échecs répétés de divers projets de développement d'autre part. Ce dernier constat fait prendre conscience que les projets n'ont pas tenu compte des femmes. Le constat est double, il porte sur les deux niveaux, les deux sens de *part* définis dans notre introduction. Sur le plan économique, on a négligé d'exploiter le potentiel de main-d'oeuvre que représentent les femmes ; elles peuvent fournir un apport quantitatif, mais plus encore, elles sont à la clé de la réussite de certains projets. On admet ainsi un manque à gagner pour la collectivité dans son ensemble. Le deuxième niveau est humanitaire : le développement tel qu'il est conçu engendre ou accentue la discrimination dont les femmes sont victimes, c'est aux femmes en tant que groupe qu'on pense.

A Mexico, en 1975, des positions de principe sont adoptées : les femmes ont un apport essentiel toujours sous-estimé et masqué par leur double fonction de reproduction (biologique et sociale) et de production, elles doivent être prises en compte dans l'élaboration des projets de développement. En 1985, Nairobi : c'est le bilan, le discours est rodé, au point, son impact

médiatique indéniable. Ses effets ? Tout à fait restreints (Mignot – Lefebvre, 1986). Les raisons sont multiples et nous ne saurions les énumérer ici. Le premier argument d'ordre financier tient à l'écart démesuré entre les idées et les moyens. Un autre argument est d'ordre idéologique : on n'a pas réussi à ébranler l'esprit qui préside à l'élaboration des projets, en particulier dans la mesure où ceux-ci continuent à être pensés du haut vers le bas et à être mis en application via des agents locaux, certes, mais étrangers aux actrices-bénéficiaires de par leur appartenance sociale. Et, la vraie faiblesse des organismes destinés aux femmes réside peut-être dans le fait qu'ils ont été créés, en plus des organismes de développement déjà existants, et non pas intégrés à ceux-ci. Devoir mettre en place des structures spécifiquement destinées aux femmes est peut-être avouer l'impuissance à les intégrer dans des stratégies globales, donc à altérer de l'intérieur l'idéologie qui préside à la conception des projets. Rappelons également que ce discours est produit dans un contexte mondial dominé par la loi du marché, c'est-à-dire celle du profit ; elle laisse s'exprimer le discours sur l'équité mais lui laisse de très faibles chances d'avoir un impact concret.

Enfin, une autre raison de l'échec de la décennie tient peut-être au discours lui-même ; il contient un pré-supposé de type économiste qui est le suivant : la participation active des femmes dans le développement serait un gage, sinon de leur émancipation, au moins d'une amélioration de leur statut. Or, rien ne prouve que la première proposition implique nécessairement la seconde, même s'il est vrai que la dépendance financière accroît la subordination. Sans entrer dans le débat théorique sur les rapports entre production et statut, inhérent à ce type de problématique, nous avons montré dans la première partie de ce travail que la contribution des femmes en termes de production n'était pas garante d'un statut de citoyenne à part entière et d'autres études le confirment (Sanday, 1973 et Waison-Frake, *op. cit.*). Facteur nécessaire, cette participation peut devenir le facteur suffisant seulement dans le cas où elle s'assortit de conditions idéologiques et sociales en amont et en aval du simple processus productif.

Les femmes malaises dans le développement

L'impact du discours

L'effet des conceptions mondialistes sur les stratégies locales, nationales, de développement rural peut se mesurer de deux manières : à l'échelle étatique, dans les institutions par exemple, ou à la base, par les études de cas. En tant que nation, la Malaisie apparaît à la fois comme donateur et comme bénéficiaire du Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme : le Fonds a assisté des projets, envoyé des missions de pré-investissement puis d'évaluation. Mais je n'ai personnellement suivi aucun des projets directement financés par ce fonds ou par d'autres organismes internationaux. Il ne sera donc pas question ici d'en rendre compte.

Par ailleurs au niveau institutionnel, le message a été entendu par certains responsables malaisiens : en 1976, on a créé NACIWID, *National Advisory Council for the Integration of Women in Development* dont l'intitulé explicite définit les objectifs « intégrer les femmes dans le développement » (cf. Nik Safiah Karim, 1984) tout en n'ayant qu'un rôle consultatif ; cette instance fédère en quelque sorte les multiples associations féminines existantes (émanant de couches urbaines et ayant un faible impact en milieu rural). Mais dépourvu de moyens en crédits et en personnel, NACIWID connaît le sort des mécanismes internationaux cités plus haut. En 1982, le gouvernement a créé un vice-ministère chargé de la population d'une part et des affaires féminines d'autre part, vice-ministère rattaché au Bureau du Premier Ministre. Ces mesures de vitrine ont été sans effet sur la vie des femmes qu'elles souhaitent aider. Elles proposent des recommandations formulées dans un monde étranger à la société rurale locale, reprises ensuite par une minorité non représentative de la population paysanne.

Le discours s'est transformé, et s'est subordonné aux exigences politiques, idéologiques et économiques malaisiennes. Il s'est en fait matérialisé dans une double série d'actions visant spécifiquement les femmes rurales malaises. Par exemple, RISDA (*Rubber Industry Smallholders Development Authority*) a mis sur pied un programme spécial, le PWPK (*Pembangunan*

Wanita Pekebun Kecil, Développement pour les Petites Exploitant(e)s) qui propose aux villageoises des activités « féminines ». Lorsque celles-ci impliquent une contribution à la production, la participation est élevée mais quand il s'agit de recevoir un enseignement de broderie, tricot ou cuisine, le taux de participation est très bas (Rokiah Talib, 1984a). Ces actions n'ont pas pour objectif d'aider les bénéficiaires à consolider leur budget alors que c'est là leur souci majeur ; elles visent à faire de paysannes malaises pauvres de « meilleures » éducatrices et des maîtresses de maison « plus efficaces ». Loin du discours égalitaire ou au moins humanitaire des organismes internationaux, on est dans la sphère de l'économie familiale, bien connue à une époque pas totalement révolue dans certains cercles bien-pensants occidentaux qu'inspire une idéologie charitable et paternaliste. Prétendre apprendre aux villageoises malaises comment élever leurs enfants, nourrir leur famille ou gérer leur budget est une manière détournée de leur dire qu'elles ne savent pas s'y prendre dans ce qu'elles croyaient être leur spécialité. C'est aussi les tenir en partie pour responsables de leur pauvreté c'est-à-dire de rapports sociaux et de forces économiques sur lesquels elles n'ont – de fait – aucun pouvoir.

Est-ce à dire que les femmes malaises ne sont pas atteintes par les effets du développement rural ? J'évoquerai deux cas, pris « à la base », et dont j'ai personnellement observé le déroulement : le premier concerne l'agriculture *in situ* et rend compte d'un projet qui était spécifiquement destiné aux femmes, le second présente, dans un contexte de peuplement rural neuf, les effets indirects du développement sur les femmes ⁽²⁾. Je citerai, pour terminer, un troisième cas que je n'ai pas étudié personnellement : il concerne également les effets induits du développement dans le contexte de l'agriculture. Nous verrons que l'intervention étatique présente des formes et des degrés variables selon les cas.

2. Ces données ainsi que celles qui concernent le milieu villageois ont été collectées lors de diverses missions CNRS (mars 1978-avril 1979 ; juillet-septembre 1982 ; juillet-septembre 1984 ; juillet-octobre 1985).

Le projet « Gingembre »

En 1978, dans un village des bords de la rivière Pahang (Etat-Province de Pahang) d'environ trois cent cinquante habitants, RISDA lança une action impliquant un engagement collectif des femmes. On avait mis à leur disposition un seul et unique champ de 0,4 ha ; les activités furent coordonnées par une jeune villageoise célibataire qui avait suivi divers stages d'initiation aux techniques agricoles modernes (outre le fait qu'elle était l'éducatrice chargée du jardin d'enfants). Le produit du travail devait être vendu et partagé également entre les exploitantes. Le champ, choisi dans le village même, permettait aux femmes dont les enfants en bas-âge ne pouvaient être confiés à d'autres pour de très longs moments, de se joindre au projet.

On avait choisi le gingembre dit « chinois » parce qu'il se développe rapidement (en six mois). Des rhizomes-mères furent d'abord plantés à la lisière du champ dans une pépinière ; deux mois plus tard, le reste du champ était labouré en profondeur, puis une clôture mise en place (avec l'aide de trois hommes du village) et un mois plus tard, un labour plus superficiel fut réalisé car il avait plu abondamment entre-temps. Les femmes durent ensuite repiquer les rhizomes sectionnés mais le repiquage, longtemps repoussé parce que la livraison du barbelé de clôture fut elle-même retardée, coïncida avec la fin de la saison sèche. C'est généralement à cette période de l'année qu'on abandonne les jardins après avoir récolté ce qui pouvait l'être. Les pluies de mousson s'abattirent sur le champ des femmes, ce qui aurait exigé un désherbage intense, au bout de trois mois la récolte fut déclarée perdue.

L'échec fut généralement imputé à la lenteur des services de l'agence gouvernementale. On aurait pu enclorre plus tôt avec les ressources utilisées localement pour les jardins, mais on préféra attendre les matériaux gratuits et plus résistants fournis par l'agence. On aurait pu désherber mais ce n'est pas une activité très populaire, même dans les jardins, tout au moins parmi les paysans malais de cette région. La coordinatrice, elle, en connaissait l'importance, mais elle ne pouvait pas l'imposer car il n'y a pas de tradition à cette forme d'autorité entre les femmes.

Chaque participante fut laissée juge du temps et de l'énergie qu'elle consacrait : certaines furent assidues, d'autres firent de courtes apparitions irrégulières. Il n'y avait pas de concertation, mais chaque contribution suivait l'initiative individuelle, elle-même tributaire de disponibilité et de penchants personnels.

Il faut ajouter que l'échec du projet résulta aussi des conceptions erronées entretenues par les initiateurs, aussi bien au plan technologique nous l'avons vu, qu'au niveau social. Il existe une tradition de travail de groupe qui s'applique dans des circonstances bien définies, excluant le jardinage. Il n'implique jamais une forme de rétribution où, pour un investissement en temps/travail variable, chaque membre du groupe peut prétendre à la même part des bénéfices. Les pratiques réelles sont beaucoup plus complexes et subtiles : elles tiennent compte, certes de la dimension économique, mais elle intègrent dans un seul geste (la rétribution d'un travail) des facteurs sociaux tels la parenté, la position dans la hiérarchie locale, des facteurs psychologiques (liens d'amitié par exemple) ou biologiques (comme l'âge des aides). Dans un travail de groupe, la demande émane d'une seule exploitante, et s'applique à son champ, chaque aide est rétribuée en fonction de son travail, selon un barème qui peut varier d'une aide à une autre dans le même groupe. La monnaie d'échange peut être une part égale du même travail dans le champ de l'aide un jour suivant, de l'argent, ou encore une partie ou la totalité du produit du travail, ou même, rien de tangible (Massard, *op. cit.*). Un autre aspect du projet mérite d'être souligné : il ne tient plus à sa conception mais à sa réalisation. Il était officiellement ouvert à toutes les femmes volontaires du village (une soixantaine), mais comme il est rare que toutes les villageoises constituent une unité de production, même ponctuellement dans le temps, seules quinze femmes participèrent. Elles étaient des proches de la coordinatrice, soit en termes de parenté, soit en termes géographiques et elles collaboraient souvent dans le cadre de la production économique, artisanale ou rituelle, sans pour autant former un groupe fixe et permanent.

Il faut enfin noter l'impression de dilettantisme qui se dégageait de l'entreprise et l'implication réduite exprimée par les femmes du groupe. Le fait que l'engagement ne coûtait rien —

non seulement le labour, et les matériaux de clôture furent gratuits, mais aussi les plants et les pesticides – eut pour conséquence de réduire à néant la responsabilité individuelle.

Un projet FELDA

Créée en 1956, FELDA (Federal Land Development Authority) a mis en place des centres de peuplement et de mise en valeur agricole appelés « projets » (en malais *rancangan*, en anglais *land-schemes*). Ces centres sont près de trois cents ⁽³⁾ actuellement, répartis dans l'ensemble de la péninsule ⁽⁴⁾ ; ils occupent près de 750 000 ha pris sur la forêt primaire ou secondaire et dans chacun des centres sont installées environ 450 familles. FELDA assure la gestion et l'encadrement technique ; c'est l'agence qui recrute les participants, met en place les infrastructures scolaires, sanitaires et religieuses, fait construire les maisons d'habitation, sollicite les branchements d'eau et d'électricité, c'est aussi l'agence qui est responsable du défrichage de la forêt. Le contrôle technique des exploitations repose sur une attribution individuelle des lopins (4 ha par famille) ⁽⁵⁾ et, dans les plantations consacrées à l'huile de palme, sur une mise en commun des revenus à l'intérieur de groupes de production et de voisinage appelés des « blocs ».

La question du choix du cultigène est importante en ce qui concerne les femmes : lorsque FELDA a été fondé, tous les espoirs reposaient sur le caoutchouc naturel. Or, nous avons vu que dans le cadre du village, les femmes se chargent souvent de l'hévéaculture. Il en va de même dans les centres FELDA voués au caoutchouc (Rokiah Talib, 1984b). Ainsi est réalisée une complémentarité de pôles de production permettant au mari de rechercher un supplément de revenus à l'extérieur du centre.

3. Plus une centaine en cours de développement et qui ne sont pas encore occupés (données 1986).
4. Nous avons décrit cette forme de développement rural dans une étude préliminaire, cf. Massard, 1984.
5. Cela n'implique pas une *appropriation* individuelle des lopins, cf. Massard, *op. cit.*

En 1966, la demande du marché mondial a changé si bien que plus de la moitié des centres FELDA sont actuellement plantés en palmiers à huile. Les femmes se trouvent presque exclues des activités de production. Quand elles interviennent, c'est à titre subalterne, en raison du seul poids des régimes de fruits (de 20 à 50 kg chacun) qui doivent être détachés à l'aide d'une très longue perche métallique, elle-même difficile à manier. Elles ne peuvent donc ni couper, ni transporter les régimes, mais glanent parfois les fruits épars. Elles aident surtout à épandre les pesticides et les engrais. Elles sont de toute manière souvent retenues à la maison, occupées au soin d'enfants en bas âge. Cet élément est lié à l'un des critères de recrutement des colons : seuls les candidats âgés de 18 à 35 ans (exceptionnellement 40) sont admis dans les centres. Et il est difficile de confier les jeunes enfants aux voisines : il n'y a en effet que des familles nucléaires, à de rares exceptions près où un ascendant du colon ou de son épouse partage le domicile. Il existe bien dans chaque projet un jardin d'enfants ouvert à ceux de cinq à sept ans (sept ans étant l'âge d'entrée à l'école primaire). Mais face à la croissance démographique, sa capacité d'accueil est insuffisante et seuls les enfants de six ans sont admis. Cela réduit encore la mobilité et la disponibilité des femmes.

Que les femmes soient exclues du travail est la corrélation directe des règlements qui en régissent l'organisation. Aux yeux de l'agence, les colons sont les hommes. Seuls les colons de sexe masculin sont tenus d'assister aux réunions d'équipe, eux seuls élisent le représentant de leur bloc. Seuls les hommes participent à l'action des membres du JKKR (*Jawatan Kuasa Kemajuan Rancangan*, « Conseil de Développement du Projet »), organe qui préside à la conduite des affaires intérieures sous l'autorité du directeur du projet, un non-exploitant nommé par FELDA, et les élus siégeant à ce conseil sont eux-mêmes des colons de sexe masculin.

Un tel déséquilibre n'est pas compensé par les organisations féminines. Au contraire, celles-ci le creusent et le rendent plus évident encore par leur caractère purement formel ; elles n'ont aucun effet sur la vie du centre et jouent un rôle mineur pour les femmes qui y participent. Par exemple, les femmes élisent elles

aussi « une » chef qui a, au mieux, un rôle consultatif notamment lorsque des conflits éclatent entre membres du bloc. En général, « la » chef de bloc a pour seule latitude d'organiser des activités d'instruction religieuse ou d'économie familiale, analogues à celles que nous avons évoquées plus haut. Dans certains blocs, les femmes, soucieuses de donner à leur action une apparence aussi « sérieuse » que celle du modèle masculin, avaient instauré un système d'amendes pour sanctionner les absences aux réunions d'équipe. Les autres femmes de colons rejetèrent cette initiative, expliquant qu'elles n'avaient aucune raison de revendiquer un rôle identique à celui des hommes.

La marginalisation économique des femmes est encore accentuée par la monétarisation totale de la production ; tous les besoins domestiques quotidiens ont leur solution dans les boutiques implantées au « projet » et rares sont les femmes qui s'adonnent aux activités occupant leur mère au village. Le petit élevage, l'artisanat sont presque absents, on trouve quelques jardins dans le lopin attenant à la maison (et qui avait d'ailleurs été attribué à cet effet) et une femme sur quinze ou vingt tient un petit commerce d'épicerie dans la maison, la même proportion obtient un complément de revenus comme couturières. Mais la majorité des femmes produisent très peu, et n'ont par conséquent aucune denrée à échanger ⁽⁶⁾ et encore moins du travail à partager et à faire circuler ⁽⁷⁾.

Qu'en est-il de leur rôle dans les affaires communautaires ? Le mode de résidence en familles nucléaires non apparentées a fait basculer la vie sociale vers une atomisation au détriment des réseaux de femmes : celles-ci interviennent moins dans la circulation d'individus et dans les choix matrimoniaux et leur

6. A l'exception des plats de Ramadan qui circulent dans un cercle plus restreint qu'au village (cf. Massard, 1991).

7. C'est d'ailleurs le mari qui va chaque mois chercher son salaire au bureau de l'agence - lieu public/masculin - où une femme aurait « honte » - *malu* - d'être vue. Devenu l'unique pourvoyeur, l'homme tend de plus en plus à « tenir les cordons de la bourse », ce qui est également nouveau par rapport au contexte villageois (cf. R. Firth, 1966 et Strange, 1980).

influence a également décru lorsqu'il s'agit de solliciter de la main-d'oeuvre à des fins de production rituelle. On a vu en effet apparaître, ces dernières années, dans les centres Felda, des associations qui se sont substituées aux réseaux traditionnels, peut-être parce que ceux-ci ne réussissaient pas à se reconstituer compte tenu du nouveau tissu social : elles reposent sur une adhésion par maisonnée – volontaire et à moyen terme, aussi longtemps que les enfants de la maison ne sont pas tous mariés. A l'aide de cotisations, elles produisent un capital tournant mis à la disposition des adhérents qui souhaitent organiser un mariage, les adhérents fournissant également la main-d'oeuvre. Les associations sont dotées d'un appareil (président, vice-président et trésorier) contrôlé par les hommes ; les femmes sont ainsi délogées d'une fonction de gestion sociale, économique et de production de services rituels, qui leur assurait au village un droit d'expression dans les affaires communautaires.

Là ne s'arrêtent pas les changements intervenus dans la vie des femmes par leur installation dans le projet. Nous avons fait allusion au droit à la polygynie dont jouissent les hommes en pays musulmans. Ce droit avait une faible incidence statistique dans les villages malais, non en raison de la seule réticence des premières épouses (réticence qui s'exprime en général en privé), mais parce que celles-ci trouvaient un support dans la présence de parents matrilatéraux toujours nombreux au village et même dans le reste de la communauté, qui jette souvent son opprobre sur toute action individuelle pouvant engendrer tensions et conflits. Dans les centres Felda, les candidats à la polygynie ne se heurtent pas à cette forme de pression et aucune solidarité familiale ne vient épauler l'épouse isolée. Elle hésitera d'autant plus à exprimer son désaccord, consciente de sa position de dépendance économique vis-à-vis de son conjoint, et de l'alternative encore plus déstabilisante dont il peut la menacer – celle du divorce – contre laquelle elle n'aurait aucun recours. On a donc vu s'intensifier la polygynie parmi les colons Felda à la faveur d'un autre facteur, souvent absent du contexte villageois, le facteur économique. L'amélioration indéniable du niveau de vie a permis à chaque colon d'acquérir un véhicule personnel. Celui qui le souhaite peut installer une ou des co-épouse(s) dans une autre localité et satisfaire à la prescription islamique qui

exige que le mari partage également son temps entre les co-épouses ⁽⁸⁾. Une relative aisance matérielle et la mobilité n'induisent pas la polygynie, mais associées à d'autres facteurs comme les changements dans le tissu social ou dans l'idéologie, elles en favorisent l'apparition.

En résumé, le traitement discriminatoire des femmes mérite d'être souligné non comme un trait spécifique des projets Felda mais parce qu'il s'assortit d'une exclusion de l'économie – un phénomène nouveau par rapport au monde rural traditionnel. Il place les femmes de colons dans une position d'infériorité sociale qui n'est pas perçue comme telle parce qu'en même temps leur est apporté un réel progrès matériel ; elles sont dispensées des corvées d'eau à la rivière, ou de bois de combustible à la lisière de la forêt. Certaines sont même déchargées de la corvée de lessive grâce aux machines à laver et toutes peuvent passer de longs moments à regarder la télévision ou à bavarder avec une voisine. Il leur semblerait paradoxal de revendiquer une participation économique toujours éprouvante compte tenu des conditions climatiques ; une telle participation impliquerait une régression statutaire à leurs propres yeux et à ceux de leur famille et ne leur permettrait pas forcément de recouvrer leurs prérogatives dans la vie communautaire.

Peut-on par ailleurs imputer tous les bouleversements observés dans la vie des femmes de colons Felda à la seule migration ? L'agence est une création du gouvernement fédéral et reste sous sa tutelle administrative et économique, mais surtout politique. C'est dire que le parti majoritaire (UMNO, *United Malay National Organization*) entend obtenir des colons Felda des bénéfices électoraux, ce qui se produit généralement, en dépit des progrès récents du parti d'opposition, le PAS (*Party Islam*), et d'autres groupes à tendance fondamentaliste qui se disent apolitiques. Le parti majoritaire dans les centres Felda se défend, d'une part en interdisant les activités déclarées subversives, d'autre part en neutralisant en partie ceux qui en sont les initiateurs : reprendre à son propre compte certaines reven-

8. Réduisant ainsi les risques de conflit grâce à la distance géographique maintenue entre celles-ci.

dications de l'adversaire est une pratique bien connue dans la vie politique en général.

Il en est résulté parallèlement à la poussée « souterraine » qui continue, un cautionnement officiel de l'idéologie fondamentaliste dans les centres Felda, avec les effets qu'une telle progression peut avoir sur le statut des femmes. Dans toute analyse des nouveaux rapports sociaux dans un centre Felda, il est donc difficile de distinguer les effets induits par une certaine conception du développement de ceux qu'entraîne la propagation de nouvelles tendances religieuses, l'une et l'autre travaillant dans le même sens.

Le projet MUDA

Le dernier exemple nous vient d'un Etat de la Fédération considéré comme le grenier à riz de la péninsule, le Kedah où a été implanté le plus vaste projet de la Révolution Verte dans l'agriculture *in situ*. Il s'agit du *Muda Scheme* où l'amélioration de l'irrigation dans les rizières sur une superficie de 100 000 ha a permis à près de soixante mille familles de passer en quatre ans (de 1970 à 1974) de une à deux récoltes par an. Les nombreuses études réalisées sur ce projet ⁽⁹⁾ font apparaître les conséquences multiples qu'il a engendrées : l'une d'elles est la division des acteurs sociaux des villages concernés dans des groupes jusqu'à sous-représentés, les travailleurs agricoles d'une part et les propriétaires terriens d'autre part. Les groupes de travail qui fonctionnaient jadis dans les rizières selon les modalités résumées plus haut ont vu s'étendre dans un premier temps la part du salariat agricole. Puis, l'apparition d'énormes moissonneuses – en 1980, ce sont elles qui assurèrent 80 % de la récolte – écarta les équipes féminines. Alors que la demande accrue en main-d'oeuvre avait entraîné une augmentation des salaires, l'entrée des machines les a fait retomber brutalement. Certains exploitants qui avaient pour habitude de faire appel aux mêmes équipes pour le repiquage et la récolte, s'en dispensèrent lors de la deuxième opération ; à la saison suivante, les membres de ces équipes refusèrent leurs services au moment du repiquage qui

9. Un certain nombre sont citées dans de Koninck, 1981.

lui n'était pas encore mécanisé. Mais cette forme de rébellion ne s'est pas étendue. Les conséquences de la mécanisation sur la participation économique des femmes du Projet Muda semblent irréversibles. Elles sont d'autant plus préoccupantes qu'on relève dans le domaine foncier un infléchissement plus net qu'ailleurs des stratégies d'héritage en faveur des enfants de sexe masculin (de Koninck, 1981).

Est-ce à dire que les femmes ainsi délogées de la riziculture vont pouvoir comme les épouses des colons Felda jouer le rôle de la Femme au Foyer des classes rurales moyennes ? L'amélioration des revenus apportée par le passage à la double récolte est réelle globalement mais elle recouvre des écarts entre les différents groupes impliqués dans la production. Certaines familles ne peuvent subsister sur les seuls revenus du mari ou des fils (Gibbons *et al.*, 1980), d'où la nécessité pour les femmes ou les filles de s'engager dans le marché du travail dans un autre contexte, celui de l'industrie.

Main-d'oeuvre bon marché, docile et abondante, les femmes des milieux ruraux sont employées dans les usines des zones franches où le gouvernement malaisien consent aux investisseurs divers avantages fiscaux et leur garantit un contrôle efficace sur les éventuels mouvements de revendications des salariées (Jamilah Ariffin, 1983 ; Heyser, 1982). Celles-ci sont particulièrement appréciées dans la fabrication de micro-composants électroniques mais leur acuité visuelle se dégradant au bout de quelques années, elles sont invitées à laisser la place à de nouvelles recrues plus performantes. Les garanties sociales sont inconnues, les salaires bas et les gains infimes, quand l'ouvrière a déduit la part que le code social la contraint d'envoyer à sa famille restée au village. Loin d'être prestigieux, ces emplois sont plutôt suspects aux yeux des villageois car ils compromettent la réputation des femmes qui les occupent (Heyser, *op. cit.*). De plus, si elles sont effectivement productrices, elles n'en retirent aucun avantage statutaire : cela corrobore nos réserves quant à une relation simple entre production et statut, produire ne suffit pas, encore faut-il pouvoir, d'une part contrôler en amont les conditions sociales de la production et disposer, d'autre part, en aval, d'une partie au moins du produit du travail

en ayant notamment un droit de regard sur les décisions budgétaires domestiques.

Conclusion

Il semble que les femmes malaises se voient offrir une alternative assez simple quant à leur participation dans le développement rural.

Elles peuvent contribuer directement quand les conditions économiques les y obligent par un apport certes important en termes d'investissement en temps et en énergie, mais secondaire quant à sa productivité et à sa valorisation. Ce caractère secondaire tient à une subordination au contrôle masculin de la production, en partie en raison de l'intensification de la mécanisation ; il tient aussi à ce que les activités de production des femmes sont limitées par leur absence de formation professionnelle et par leurs obligations de reproduction sociale (les deux facteurs étant d'ailleurs liés). Ces activités aboutissent à des produits – artisanaux ou alimentaires – qui ont une faible valeur d'échange (cf. Manderson, *op. cit.*).

L'autre volet de l'alternative consiste en une contribution indirecte au développement ; les femmes sont les agents de la construction nationale par leur rôle stabilisateur et par leur fonction de transmission d'un code éthique et religieux. C'est une possibilité réservée aux femmes de la classe rurale moyenne, en particulier celles des centres Felda, et d'une manière beaucoup plus minoritaire, à certaines villageoises des communautés traditionnelles. Ces femmes au foyer ont échappé à certaines corvées ménagères et aux travaux agricoles perçus comme dégradants, auxquels restent astreintes leurs compagnes moins favorisées ; ces dernières aspirent à se glisser dans le même moule qui est garant à la fois de la sécurité matérielle et de la respectabilité.

Ni l'une ni l'autre de ces deux voies ne semble conduire à l'autonomie financière et encore moins à une amélioration du statut, sans parler d'émancipation. Celle-ci n'est d'ailleurs ni prônée par les dirigeants ni valorisée par le code social : une femme malaise bien intégrée est celle qui se plie à un tel code, le rêve de l'énorme majorité étant d'être femme au foyer. Cette

position de dépendance, cautionnée par l'islam, avec les risques que cela implique en cas de polygynie ou de divorce s'assortit d'une extrême vulnérabilité, que nombre de femmes gardent toujours présentes à l'esprit. Du jour au lendemain, elles peuvent se trouver plongées dans la situation de pourvoyeuses, pour elles et pour leurs enfants : rien n'oblige le mari à subvenir aux besoins de ceux-ci en cas de divorce.

On peut conclure en revenant à l'échec de la décennie de la femme ; il surprend moins encore à ce stade de notre étude. On comprend que le discours mondialiste féministe ne puisse être entendu dans des sociétés où les structures sociales et les idéologies lui sont contraires. En Malaisie, ses chances sont encore plus réduites car toute la vie politique et associative est centrée sur des pôles ethniques et religieux, l'islam étant pour les Malais la base de leur identité ethnique. Les énergies revendicatives sont entièrement canalisées dans les rapports – potentiellement conflictuels – avec les communautés indienne, et surtout chinoise, rejetant hors du possible les solidarités qui feraient fondre les clivages interethniques, comme les revendications de classe ou les mouvements féministes.

Bibliographie

- Banks D.J., 1983. *Malay Kinship*. Institute for the Study of Human Issues, Philadelphie.
- Benjamin G., 1986. « In the Long Term : Three Themes in Malayan Cultural History », *In : Cultural Values and Tropical Ecology in Southeast Asia*, Ed. by Karl Hutterer and Terry Rambo. Center for South and Southeast Asian Studies. University of Michigan, Ann Arbor.
- Boserup E., 1970. *Woman's role in economic Development*. St Martin's, New York.
- Courtenay P.P., 1984. « The Diversification of Malaysian Agriculture, 1950-1980 : Objectives and Achievements ». *Journal of Southeast Asian Studies*, XV, I : 166-181.
- Couillard M.A., 1981. *Les rapports hommes femmes et les transformations sociales chez les paysans malais du Nord de la péninsule malaise*. Projet de thèse, Université Laval.

- Firth Rosemary, 1966. *Housekeeping among Malay Peasants*, Athlone Press, London.
- Gibbons D.S., Koninck R. de, Ibrahim Hasan, 1980. *Agricultural Modernization, Poverty and Inequality*. Saxon House, Farborough.
- Gullick J.M., 1958. *Indigenous Political Systems of Western Malaya*, Athlone Press, London.
- Heyser N., 1982. « From Subsistence to an Industrial Peripheral Work Force : An Examination of Female Malaysian Migrants and Capital Accumulation in Singapore ». In : *Women and Development : The Sexual Division of Labour in Rural Societies*. Ed. by Lourdes Benerai, Praeger Scientific.
- Hollnsteiner M.R., 1981. « Modernization, Changing Roles of Women and Expectations from Development in Southeast Asia ». In : *Southeast Asia : Women, Changing Social Structure and Cultural Continuity*. Ed. by G.B. Hainsworth, University of Ottawa Press.
- Hong E., 1983. « Rural Women in Development ». In : *Malaysian Women. Problems and Issues*. Ed. by E. Wong. Consumers Association of Penang. Penang.
- Jacobson H.E., 1981. « Women, Society and Change : Perspectives in the Division of Labour ». In : *Southeast Asia : Women, Changing Social Structure and Cultural Continuity*. Ed. by G.B. Hainsworth, University of Ottawa Press.
- Jamilah Ariffin, 1983. « Women Workers in the Manufacturing Industries ». In : *Malaysian Women. Problems and Issues*. Ed. by E. Wong, Consumers Association of Penang. Penang.
- Koninck R. de, 1981. « Of Rice, Men, Women and Machines in Malaysia ». *Jurnal Ekonomi Malaysia*, n° 3-4.
- Laderman C., 1983. *Wives and Midwives, Childbirth and Nutrition in Rural Malaysia*. University of California Press, Berkeley.
- Manderson L., 1979. « A Woman's Place : Malay Women and Development in Peninsular Malaysia ». In : *Issues in Malaysian Development*. Ed. by James C. Jackson and M. Rudner. Heinemann Educational Books, Kuala Lumpur.

- Massard J., 1983. « Le don d'enfants dans la société malaise », *L'Homme*, XXIII, 3 : 101-114.
- Massard J., 1984. « De l'économie de subsistance à l'agro-industrie : les projets Felda en Malaisie de l'Ouest », *Archipel*, 27 : 31-44.
- Massard J., 1991. « Kinship and Exchange Practices in a Malay Village ». In : *Cognation and Social Organization in Southeast Asia*. Ed. by J. Kemp and F. Husken. Verhandelingen, Royal Institute of Linguistics and Anthropology, Leiden : 137-147.
- Mignot-Lefebvre Y., 1986. « De Copenhague à Nairobi ». *Bulletin de liaison, Femmes et développement*, n° 3.
- Ng C., 1984. « Production and Reproduction in a Padi-Farming Community in Krian Perak ». Communication présentée à UWA/APDC Seminar on Women and Employment, Kuala Lumpur, 16-17 avril 1984.
- Nik Safiah Karim, 1984. « Women's Organizations in Malaysia ». In : *Women in Malaysia*. Ed. by Hing Ai Yung, Nik Safiah Karim and Rokiah Talib. Pelandok Publications, Kuala Lumpur.
- Rokiah Talib, 1984a. « Developing the Rural Women », In : *Women in Malaysia*. Ed. by Hing Ai Yung, Nik Safiah Karim and Rokiah Talib. Pelandok Publications, Kuala Lumpur.
- Rokiah Talib, 1984b. « Women's Participation in Felda Schemes ». Communication à UWA/APDC Seminar on Women and Employment, 16-17 avril 1984, Kuala Lumpur.
- Sanday P.R., 1973. « Toward a Theory of the Status of Women ». *American Anthropologist* 75 : 1682-1700.
- Strange H., 1980. « Some Changing Socio-Economic Roles of Village Women in Malaysia », in : *Asian Women in Transition*. Ed. by Sylvia A. Chipp and Justin J. Green. The Pennsylvania State University Press.

- Swift M., 1963. « Men and Women in Malay Society ». In : *Women in the New Asia : The Changing Social Roles of Men and Women in South and Southeast Asia.*, Unesco, Paris.
- Too Rapid Rural Development. Perception and Perspectives from Southeast Asia.* Ed. by Mac Andrews, Colin and Chia Lin Sien. Ohio University Press, Athens, Ohio.
- Watson-Frake M.B., 1985. « Production and the Status of Women : An Anthropological Interpretation of Historical Materialism », *Anthropos* 80 : 1-14.
- Wilder W.D., 1982. *Communication, Social Structure and Development in Rural Malaysia : A Study of Kampong Kuala Bera*, Athlone Press, London.
- Whyte R.O., Whyte P., 1978. *Rural Asian Women. Status and Environment.* Institute of Southeast Asian Studies, Singapore.
- Winzeler R.L., 1974. « Sex Role Equality, Wet Rice Cultivation and the State in Southeast Asia ». *American Anthropologist*, vol. 76, n° 3 : 563-567.
- Zulkifly Hj M., Nasaruddin Arshad, 1980. « Malaysia Agricultural Development Strategies in the 1980's : a Reconsideration ». Communication présentée à *Sixth Malaysian Economic Convention of Malaysia Economic Association*, Penang.